



## Qui sauvera l'hôpital ?

**En plus de l'enquête du Conseil scientifique Covid-19, faisant état de la situation catastrophique dans les hôpitaux publics – 20 % des lits d'hôpital fermés par manque de personnel soignant – tous les jours des informations alarmantes remontent des établissements de santé : urgences fermées à Laval, Bastia, Saint-Chamond. Même des services pédiatriques ne peuvent plus prendre en charge des enfants en urgence vitale !**

### *Le bulldozer minimise ses propres destructions*

Le ministre de la Santé minimise. Il prétend qu'il n'a détruit « que » 5 700 lits en 2020 – un comble en pleine pandémie ! Et il minimise en prétendant que seuls 5 % des lits étaient fermés temporairement alors que tout le contredit. Il se permet même une ironie douteuse en guise d'excuse : « *Nous n'avons pas de personnel caché dans les placards* ». Mais pas question d'embaucher.

Pourtant ce sont bien eux qui ont mené une politique de casse violente de l'hôpital public comme leurs prédécesseurs, qui ont limité le nombre de places dans les écoles d'infirmiers. Déjà sous Hollande (2012-2017), Véran a contribué comme député à toutes les mesures de démolition des hôpitaux publics. Puis, en pleine pandémie, ils ont laissé les soignants se démener sans moyens pour faire face.

Macron, ce mardi soir à la télé, va encore nous parler de Covid, en même temps qu'il commencera à débiter ses futures promesses électorales. Ce n'est pas là qu'on entendra la moindre mesure pour l'hôpital et la santé. D'autant que son premier ministre, Castex, le roi de ces pieds nickelés, a expliqué, de l'hôpital de Marseille où il était en visite, que pour soulager l'hôpital « le mieux est de ne pas tomber malade ». Il fallait y penser...

### *L'étendue des dégâts*

Avec ce chiffre de 20 % de lits mis hors service, l'ampleur des dégâts a pour une fois retenu l'attention des médias. Il résonne avec la colère venue d'en bas, des soignants comme des malades. Plus de 1 300 élèves infirmiers ont démissionné en cours d'études ces trois dernières années. Sans compter les démissions d'infirmières et autres soignants dont les témoignages désespérés remplissent les colonnes de journaux.

L'hôpital manque aussi de secrétaires, d'assistantes

sociales, d'ouvriers, de tous ceux qui assurent le bon fonctionnement d'unités de soins. Les actes médicaux y sont calibrés et tarifés par des bureaucrates fanatiques de rentabilisation capitaliste, alors que le secteur de la santé devrait répondre gratuitement à tous les besoins.

Et les « solutions » des Agences régionales de santé (ARS) aggravent le mal. Le *Canard enchaîné* évoque l'application Hublo, censée faciliter l'organisation des remplacements à l'hôpital pour remédier au nombre gigantesque de postes vacants. Elle incite les salariées les plus mal payées, souvent des mères élevant seules leurs enfants, à multiplier les heures supplémentaires... jusqu'au jour où elles s'écroulent d'épuisement.

### *Passer du grand ras-le-bol à la révolte*

La protestation est sourde mais profonde. Les hospitaliers valent mieux que la pénurie de moyens dans laquelle on les contraint à se

débattre ; mieux que l'injonction à rester une demi-heure ou une heure de plus en fin de service, forcés à remplacer au pied levé, au nom de la conscience professionnelle ou du dévouement au patient. Et tout cela pour des salaires minables qui aggravent encore le dégoût de cette situation intolérable.

Non, face à une situation qui tourne au scandale national, il va falloir contraindre Macron et ses sous-fifres, responsables de cette pénurie criminelle, à embaucher massivement et à augmenter les salaires des soignants. Des milliers de jeunes sont prêts à exercer un métier essentiel à toute la société à condition de ne pas se tuer au travail et d'avoir une paie digne de ce nom.

Soignants et « patients », nous avons tous bien assez patienté ! Une mobilisation et pas seulement sanitaire mais sociale est urgente pour sauver l'hôpital et notre santé à tous du précipice vers lequel Macron et Véran les dirigent.

20% DE LITS FERMÉS DANS LES HÔPITAUX  
LE GOUVERNEMENT ANNONCE  
QU'UNE ENQUÊTE EST EN COURS



### **Au TGV, toujours en colère et toujours déter !**

Les agents commerciaux TGV gare et trains étaient appelé à la grève ce week-end sur les salaires et les effectifs. En conciliation, la direction a lâché quelques primes et des promesses de renfort sur le terrain. Non pas par la grâce des négociations de salon mais par l'accumulation de 90% de DII : deux semaines après les conducteurs, notre détermination a fait peur !

Suffisant ou pas, nous n'aurons pas eu l'occasion d'en discuter, faute d'AG. La direction a exercé son chantage habituel en conditionnant ses propositions à la levée du préavis. Mais malgré les postures, si elle cède face à des DII, elle aurait d'autant plus cédé face à la grève...

Les 600 euros de prime et les promesses d'embauche, on prend. Mais cela est bien loin d'éteindre notre mécontentement, qui s'exprimera bientôt !

### **17 novembre : En grève pour nos salaires**

Les prix augmentent en flèche et nos salaires décrochent. À la SNCF les rémunérations sont gelées depuis 7 ans et les dernières déclarations de Farandou laissent présager une 8<sup>ème</sup> année de gel. Mais alors que les prix de l'essence dépassent ceux atteints au début de la crise des Gilets Jaunes faisons nous entendre ce 17 novembre en nous mettant tous en grève pour des revendications qui sont celles de l'ensemble du monde du travail :

- Pas un revenu en dessous de 2000€
- Augmentation de 300€ pour tous
- Indexation de nos revenus sur la hausse des prix

### **La RATP condamnée pour discrimination des grévistes**

Pour évaluer le personnel, mais surtout pour tenter de le diviser, la RATP avait mis en place dans des centres bus des fichiers destinés à permettre d'écarter des promotions ceux qui étaient, à son goût, trop souvent absents, entre autres motifs pour grève, en particulier à l'occasion de la grève de 2019-2020.

La Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés), saisie par la CGT, a condamné pour ce fait la régie à 400 000 euros d'amende. Cette condamnation peut

permettre à tous les salariés lésés de se regrouper pour demander la révision de leur cas et des dédommagements.

Dans le contexte de l'ouverture à la concurrence dans le transport, le droit de grève doit être absolument protégé pour refuser les nouvelles conditions de travail et de rémunération qui ne manqueront pas d'être introduites à cette occasion. L'exemple de Transdev est là pour nous le rappeler.

### **Et un et deux et 500 euros**

Vendredi soir, une vingtaine d'hospitalières de Saint-Denis avaient été invitées par les supporters du Red Star, club de foot populaire de Saint-Ouen, à assister au match de leur équipe. Après avoir diffusé un flyer décrivant les revendications et luttes des travailleurs de la santé, elles sont rentrées sur la pelouse à la mi-temps avec leur banderole réalisée à l'issue du premier confinement : blouses blanches, colère noire. Grosse ambiance en tribune : « *Du fric pour l'hôpital public !* »

Chaque semaine est marquée par les fermetures de services hospitaliers et les luttes qui y font face dans différentes régions, marquée aussi par des drames pour les malades comme pour les hospitaliers, mais des salariés de la santé ne lâchent pas et, comme vendredi à Saint-Ouen, sont largement soutenus.



### **Prix du gaz : enfin un vrai « bouclier tarifaire » ... pour les fournisseurs !**

En parallèle de son minuscule « chèque énergie » de 100 euros, le gouvernement a promis le blocage des prix du gaz jusqu'à la fin de 2022, ce qui signifie que les tarifs seront d'abord stabilisés en dessous du prix du marché, puis au-dessus à partir de 2023, jusqu'à ce que la perte initiale des fournisseurs de gaz soit compensée. Les consommateurs ne vont donc rien gagner à ce « bouclier tarifaire ».

Mais le gouvernement a quand même promis aux entreprises du secteur une garantie pour les dédommager en cas de besoin et provisionné 1,2 milliard d'euros pour les soutenir. Eux sont sûrs de passer l'hiver au chaud !

### **La main à la poche, la main à la pâte**

L'Étincelle-NPA n'est pas subventionnée, ni par l'État, ni par la direction de la SNCF, dont elle dénonce chaque quinzaine les économies mesquines et les coups tordus. Ce bulletin est le tien, tu peux le faire circuler, l'informer et débattre avec ses diffuseurs. Et jusque fin décembre, tu peux verser à la souscription.

**Contacte nos diffuseurs, envoie-nous un mail, like et partage la page facebook !**

*Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :*

**f NPA – Étincelle SNCF Paris Sud-Ouest**

**Web Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest ou Nouveau parti anticapitaliste**

**Mail [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)**

Imp.Spé.NPA

